

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 1^{er} mars 2025

Tous les dirigeants ou acteurs politiques qui soutiennent Zelensky sont à son image.

Volodymyr Zelensky 2016 Playing Piano with Penis

<https://www.youtube.com/watch?v=oua0Puihrkc>

Zelensky - Dancing in Heels. The President of Ukraine dances on heels #shorts

<https://www.youtube.com/watch?v=UkmI1BHA8I>

Зеленский кривляет Грузию Украину и США

<https://www.youtube.com/watch?v=cAfXNbnXwxg>

Quelques réflexions.

1- L'Etat profond correspond à un groupement informel constitué des élites parmi les sphères d'influence ou de pouvoir de l'économie et de la politique, dont les membres varient en fonction des circonstances, par conséquent il est préférable d'y faire référence avec prudence et parcimonie.

Il n'a aucun statut, par conséquent on ne peut pas le traiter de la même manière qu'une institution avec son ou ses fondateurs la dotant d'une mission ou d'objectifs particuliers.

2- Ce sont les 8 milliards d'hommes et de femmes de différentes générations qui composent la population mondiale ou les producteurs et consommateurs des marchandises et services qui existent, qui constituent les véritables acteurs économiques et politiques à l'origine de la situation mondiale, tandis que le 0,1% qui concentre les richesses mondiales détermine son orientation.

Les oligarques ou les milliardaires qui trônent au sommet du capitalisme détiennent tous les pouvoirs, tandis que le reste de la société n'en détient aucun, hormis celui de contester ce rapport en se mobilisant et en s'organisant pour parvenir à l'inverser par une révolution.

Toute lutte sociale est politique, dans la mesure où elle tend à remettre en cause ce rapport d'exploitation et d'oppression. Elle devrait s'inscrire dans la perspective de son abolition en posant consciemment la question du pouvoir et l'avènement d'une République sociale universelle, compte tenu qu'elle ne sera résolue qu'une fois que le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la Terre.

3- Rien ni personne ne peut justifier de nos jours l'existence du système économique capitaliste avec ses conséquences dramatiques pour tous les peuples. Ce qui caractérise les hommes, c'est le manque d'empathie, d'humanisme, y compris chez ceux qui croient en posséder ou qui se croient plus évolués que la moyenne, sinon la société ne serait pas aussi pourrie.

Tyrannie. Ils persistent et signent. Régime et média sous influence.

- Chaque jour, en moyenne, une vache laisse ainsi échapper entre 400 et 500 g de ce gaz, ce qui commence à peser lourd dans la balance du réchauffement climatique. francetvinfo.fr 26 février 2025

J-C – Et dire que ces abrutis y croient !

Combat contre la mystification climatique.

Le désastre de la transition énergétique – 3 février 2025

Paul Deheuvels – Statisticien, Membre de l'Académie des Sciences - Professeur émérite à « Sorbonne Université ».

https://www.scmsa.eu/archives/CLQ_25_02_Deheuvels_SCM.pdf

Électricité, France 2024 - Association des climato-réalistes 24 février 2025

<https://www.climato-realistes.fr/electricite-france-2024/>

Non à la "vassalisation", oui à la vaselinisation !

- Macron dit rejeter la «vassalisation heureuse» de l'Europe vis-à-vis des États-Unis.

Macron a toujours été bien inspiré ou l'idiot utile.

Trump a voulu annuler la venue de Zelensky à Washington mais Macron l'en a dissuadé - BFMTV 27 févr. 2025

La rencontre a failli capoter. La visite de Volodymyr Zelensky ce vendredi 28 février à Washington a été annulée par les Américains avant d'être finalement confirmée après un appel d'Emmanuel Macron, selon une source diplomatique française à BFMTV.

Mercredi, le président ukrainien a reçu un message de l'administration américaine lui disant de ne pas venir aux États-Unis pour rencontrer Donald Trump. Volodymyr Zelensky a alors appelé Emmanuel Macron qui a lui-même joint Donald Trump, lui demandant de recevoir son homologue et ajoutant qu'il s'en portait garant.

Finalement, Donald Trump a accepté puisqu'il a annoncé lui-même ce mercredi qu'il recevrait le dirigeant ukrainien à la Maison Blanche. BFMTV 27 févr. 2025

OTAN emporte le vent...

Guerre en Ukraine : Kiev "peut oublier" une adhésion à l'Otan, affirme Donald Trump, deux jours avant la venue de Volodymyr Zelensky à Washington - francetvinfo.fr 26 février 2025

Donald Trump a déclaré, mercredi 26 février, que l'Ukraine pouvait "*oublier*" une adhésion à l'Otan, une demande de Kiev à laquelle s'oppose la Russie. Cette question "*a probablement été la raison du début de toute cette affaire*", a déclaré le président américain à propos de l'invasion russe de l'Ukraine, après avoir été interrogé en marge de la première réunion de son cabinet à la Maison Blanche.

Zelensky ridiculisé devant les caméras du monde entier.

Guerre en Ukraine: comment l'échange entre Trump et Zelensky a tourné à la "catastrophe" - BFMTV/AFP 1 mars 2025

<https://www.dailymotion.com/video/x9fdj1y>

Un échange qui marquera forcément le cours de la guerre en Ukraine. Ce vendredi 28 février, la rencontre entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky a été marquée par des échanges très houleux entre les dirigeants, poussant la délégation ukrainienne à quitter la Maison Blanche plus tôt que prévu. Conséquence: l'accord sur l'exploitation des minerais en Ukraine n'a pas été signé, comme cela était initialement prévu.

En cas de négociations, Volodymyr Zelensky indique ne vouloir rien céder à Vladimir Poutine qu'il qualifie de "*tueur*". Mais Donald Trump lui rétorque qu'il devra faire "*des compromis*".

Le début d'une scène d'une tension inouïe qui a duré de longues minutes au cours de laquelle Trump, Zelensky et le vice-président américain J.D. Vance ont élevé la voix et se sont coupé plusieurs fois la parole.

Donald Trump a notamment reproché à Volodymyr Zelensky, qui venait chercher le soutien de Washington après trois années de guerre contre la Russie, de "*s'être mis en très mauvaise posture*" et lui a lancé qu'il "*n'avait pas les cartes en main*".

"*Concluez un accord (avec la Russie) ou nous vous laissons tomber*", a-t-il menacé, jugeant qu'il serait "*très difficile*" de négocier avec le dirigeant ukrainien.

"*Vous devez être reconnaissant (...). Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la 3e guerre mondiale (...)*", a aussi lâché Donald Trump.

Le président américain a noté à plusieurs reprises l'importance de l'aide des États-Unis pour l'Ukraine. "*Rappelez-vous ceci: vous n'êtes pas en position de nous dicter ce que nous allons ressentir*", a-t-il poursuivi. "*Si vous n'aviez pas eu notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines*", a estimé le président des États-Unis.

Le président ukrainien, visiblement un peu pris de court par cette brusque montée du ton, ne s'est pourtant pas laissé abattre, tentant d'expliquer sa position, estimant que les États-Unis "*ressentiraient l'influence*" d'une défaite militaire ukrainienne.

"*Avez-vous déjà été en Ukraine pour voir nos problèmes?*", a-t-il ensuite lancé au vice-président Vance, qui venait de l'interpeller.

Le vice-président américain a aussi eu des mots très durs envers le président de l'Ukraine.

"*Pensez-vous qu'il soit respectueux de venir dans le Bureau ovale des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays?*", a-t-il demandé à Volodymyr Zelensky.

"*Avez-vous dit 'merci' une seule fois pendant toute cette réunion? Non (...). Offrez quelques mots d'appréciation aux États-Unis et au président qui essaie de sauver votre pays*", a-t-il asséné à Volodymyr Zelensky.

Ces propos ont suscité le dépit d'Oksana Markarova, l'ambassadrice ukrainienne aux États-Unis qui s'est prise la tête entre les mains et montrant un profond désarroi.

Alors qu'une conférence de presse commune devait se tenir, celle-ci a finalement été annulée et la délégation ukrainienne a quitté précipitamment la Maison Blanche. La signature d'un accord sur les minerais, hydrocarbures et infrastructures ukrainiens, pour lequel Volodymyr Zelensky avait fait le déplacement à Washington, n'a pas eu lieu.

Au terme de cette réunion, Donald Trump a écrit sur son réseau social Truth Social que Volodymyr Zelensky "*a manqué de respect aux États-Unis d'Amérique*". "*Le président Zelensky n'est pas prêt pour la paix*", a-t-il poursuivi.

Quelques heures plus tard, devant la presse, le président américain est revenu sur cet échange très tendu, estimant que "*ça ne s'est pas passé comme prévu*" et que le président de l'Ukraine avait "*surestimé ses atouts en main*".

De son côté, sur Fox News, Volodymyr Zelensky a répondu "*oui*" lorsque le journaliste américain lui a demandé s'il "*regrettait ce qui s'est passé aujourd'hui*".

Après le clash avec Donald Trump, presque toute l'Europe vole au secours de Volodymyr Zelensky - Le HuffPost 1 mars 2025

Du côté de l'UE, seul le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a remercié le président américain pour avoir « *défendu courageusement la paix* ».

« *Les hommes forts font la paix, les hommes faibles font la guerre. Aujourd'hui le président Donald Trump a défendu courageusement la paix. Même si c'est dur à digérer pour beaucoup. Merci, M. le Président !* », a écrit Viktor Orbán sur X.

Suite à cette altercation, la grande majorité des dirigeants européens ont apporté leur soutien à Volodymyr Zelensky. Parmi eux, Emmanuel Macron a estimé que "*nous avons tous eu raison d'aider l'Ukraine et de sanctionner la Russie il y a trois ans et de continuer à le faire*". Le président français a échangé avec son homologue ukrainien et a rappelé sa position selon laquelle "*il y a un agresseur: la Russie*" et "*il y a un peuple agressé: l'Ukraine*".

Au Royaume-Uni, le Premier ministre Keir Starmer a exprimé son « *soutien indéfectible* » à l'Ukraine, avant d'annoncer la tenue d'un sommet international à Londres pour « *faire avancer* » les actions en faveur de la sécurité de Kiev.

« *Soyez forts, soyez courageux, n'ayez pas peur* », ont écrit les présidents de la Commission européenne Ursula von der Leyen et du Conseil Antonio Costa dans une déclaration commune sur les réseaux sociaux, disant à Zelensky : « *Nous continuerons à travailler avec vous pour une paix juste et durable.* »

La cheffe de la diplomatie de l'Union européenne, Kaja Kallas, a aussi promis de rester aux côtés de Kiev et a remis en question le leadership américain en Occident. « *Aujourd'hui, il est devenu clair que le monde libre a besoin d'un nouveau leader. C'est à nous, Européens, de relever ce défi* », a-t-elle écrit sur les réseaux sociaux. « *L'Ukraine est l'Europe ! Nous sommes aux côtés de l'Ukraine* », a-t-elle ajouté.

Le futur chancelier allemand Friedrich Merz a insisté sur l'importance de « *ne jamais confondre l'agresseur et la victime* »

Pour sa part, le chancelier allemand Olaf Scholz a exprimé son soutien à l'Ukraine, affirmant dans une déclaration transmise à la presse : « *Personne ne souhaite plus la paix que les citoyens et citoyennes d'Ukraine ! C'est pourquoi nous cherchons ensemble la voie vers une paix durable et juste. L'Ukraine peut compter sur l'Allemagne et sur l'Europe* ».

« *L'Allemagne et nos alliés européens se tiennent unis aux côtés de l'Ukraine et contre l'agression russe. L'Ukraine peut compter sur le soutien indéfectible de l'Allemagne, de l'Europe et au-delà* », a écrit la ministre allemande des Affaires étrangères Annalena Baerbock sur les réseaux sociaux X et Bluesky.

L'Italie, par la voix de Giorgia Meloni, a réclamé la convocation « *sans délai* » d'un sommet entre l'Europe, les Etats-Unis et leurs alliés pour discuter de la stratégie à adopter face aux « *grands défis d'aujourd'hui* », au premier rang desquels la guerre en Ukraine

Le Premier ministre polonais Donald Tusk a également assuré le président ukrainien et ses compatriotes qu'ils n'étaient « *pas seuls* », sur le réseau social X. Tandis que le Danemark s'est dit « *fier d'être aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien* ».

« *Ukraine, l'Espagne est avec toi* », a écrit le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez. Le dirigeant espagnol socialiste, qui a toujours activement soutenu l'Ukraine depuis l'invasion de ce pays par la Russie il y a trois ans, a promis lundi de débloquent cette année un nouveau plan de soutien militaire à Kiev, d'un montant d'un milliard d'euros.

Le Premier ministre néerlandais Dick Schoof a, lui, martelé que « *le soutien des Pays-Bas à l'Ukraine reste intact* », tandis que le Danemark et la Suède ont réaffirmé leur engagement. Le HuffPost et 20minutes 1 mars 2025

Voici la retranscription intégrale de leur dialogue aussi surréaliste qu'historique. LePoint.fr 28 février 2025

Donald Trump : Eh bien, si je ne m'alignais pas sur les deux parties, vous n'auriez jamais d'accord. Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : « Salut, Vladimir, comment ça se passe avec l'accord ? » Ça ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné avec personne. Je suis aligné avec les États-Unis d'Amérique. Et pour le bien du monde, je suis aligné avec le monde et je veux en finir avec cette affaire. [S'adressant aux journalistes présents dans le Bureau ovale] Vous voyez la haine qu'il a pour Poutine. C'est très difficile pour moi de conclure un accord avec une telle haine. Il a une haine énorme et je le comprends. Mais je peux vous dire que l'autre camp n'est pas vraiment amoureux de lui non plus, vous savez. Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je veux que les choses soient réglées. Je suis aligné avec l'Europe. Je veux voir si nous pouvons régler cette affaire. Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais tellement dur... Mais vous n'obtiendrez jamais d'accord de cette façon. Donc c'est comme ça que ça se passe.

J. D. Vance : Pendant quatre ans, les États-Unis d'Amérique ont eu un président qui s'est levé lors des conférences de presse et a parlé durement de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et détruit une partie importante du pays. La voie de la paix et de la prospérité est peut-être engagée. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, qui consiste à se vanter et à prétendre que les paroles du président des États-Unis comptent plus que ses actions. Ce qui fait de l'Amérique un bon pays, c'est que l'Amérique s'engage dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Donald Trump : Eh bien, si je ne m'alignais pas sur les deux parties, vous n'auriez jamais d'accord. Vous voulez que je dise des choses vraiment terribles sur Poutine et que je dise ensuite : « Salut, Vladimir, comment ça se passe avec l'accord ? » Ça ne marche pas comme ça. Je ne suis pas aligné sur Poutine. Je ne suis aligné avec personne. Je suis aligné avec les États-Unis d'Amérique. Et pour le bien du monde, je suis aligné avec le monde et je veux en finir avec cette affaire. [S'adressant aux journalistes présents dans le Bureau ovale] Vous voyez la haine qu'il a pour Poutine. C'est très difficile pour moi de conclure un accord avec une telle haine. Il a une haine énorme et je le comprends. Mais je peux vous dire que l'autre camp n'est pas vraiment amoureux de lui non plus, vous savez. Ce n'est donc pas une question d'alignement. Je veux que les choses soient réglées. Je suis aligné avec l'Europe. Je veux voir si nous pouvons régler cette affaire. Vous voulez que je sois dur ? Je pourrais être plus dur que n'importe quel être humain que vous ayez jamais vu. Je serais

tellement dur... Mais vous n'obtiendrez jamais d'accord de cette façon. Donc c'est comme ça que ça se passe.

J. D. Vance : Pendant quatre ans, les États-Unis d'Amérique ont eu un président qui s'est levé lors des conférences de presse et a parlé durement de Vladimir Poutine. Et puis Poutine a envahi l'Ukraine et détruit une partie importante du pays. La voie de la paix et de la prospérité est peut-être engagée. Nous avons essayé la voie de Joe Biden, qui consiste à se vanter et à prétendre que les paroles du président des États-Unis comptent plus que ses actions. Ce qui fait de l'Amérique un bon pays, c'est que l'Amérique s'engage dans la diplomatie. C'est ce que fait le président Trump.

Volodymyr Zelensky : Êtes-vous déjà allé en Ukraine pour dire quels sont nos problèmes ?

J. D. Vance : J'ai observé et vu des reportages, et je sais que ce qui se passe, c'est que vous amenez des gens pour une tournée de propagande, monsieur le président. N'êtes-vous pas d'accord pour dire que vous avez eu des problèmes pour faire entrer des gens dans votre armée ? Et pensez-vous qu'il est respectueux de venir au Bureau ovale des États-Unis d'Amérique et d'attaquer l'administration qui tente d'empêcher la destruction de votre pays ?

Volodymyr Zelensky : Cela fait beaucoup de questions. Commençons par le début. Tout d'abord, pendant la guerre, tout le monde a des problèmes. Même vous, mais que Dieu vous bénisse, vous n'aurez pas de guerre.

Donald Trump : Ne nous dites pas ce que nous devons ressentir. Nous essayons de résoudre un problème. Ne nous dites pas ce que nous devons ressentir, vous n'êtes pas en position de le dicter, souvenez-vous-en. Nous allons nous sentir très bien et très forts. Vous vous sentirez influencés. Vous n'êtes pas en très bonne position en ce moment. Vous vous êtes mis dans une très mauvaise position, et il se trouve qu'il a raison à ce sujet.

Volodymyr Zelensky : Depuis le tout début de la guerre, monsieur le président...

Donald Trump : Vous n'êtes pas en bonne position. Vous n'avez pas les cartes en ce moment. Avec nous, vous commencez à avoir des cartes. Je ne joue pas aux cartes. En ce moment, vous jouez aux cartes. Je suis très sérieux, monsieur le président. Vous jouez aux cartes. Je suis très sérieux. Vous jouez avec la vie de millions de personnes. Vous jouez avec la troisième guerre mondiale. Et ce que vous faites est très irrespectueux envers le pays, ce pays. Je suis avec vous. Je vous respecte bien plus que beaucoup de gens.

J. D. Vance : Avez-vous dit merci une seule fois pendant toute cette réunion ? Non, pendant toute cette réunion, avez-vous dit merci ? Vous êtes allé en Pennsylvanie et avez fait campagne pour l'opposition en octobre. Offrez quelques mots de reconnaissance pour les États-Unis d'Amérique et le président qui essaie de sauver votre pays.

Volodymyr Zelensky : S'il vous plaît, vous pensez que si vous parlez très fort de la guerre, vous pouvez...

Donald Trump : Il ne parle pas fort. Il ne parle pas fort. Votre pays est en grande difficulté. Attendez une minute. Non, non. Vous avez beaucoup parlé. Votre pays est en grande difficulté.

Volodymyr Zelensky : Je sais.

Donald Trump : Vous ne gagnez pas. Vous ne gagnez pas. Vous avez de très bonnes chances de vous en sortir grâce à nous.

Volodymyr Zelensky : Monsieur le président, nous restons dans notre pays, forts depuis le tout début de la guerre. Nous avons été seuls, et nous en sommes reconnaissants. J'ai dit merci dans ce cabinet.

Donald Trump : Vous n'avez pas été seuls. Nous vous avons donné, par l'intermédiaire de ce stupide président, 350 milliards de dollars. Nous vous avons donné du matériel militaire. Et vous, les hommes, vous êtes courageux, mais ils ont dû s'en servir. Ils ont dû utiliser nos militaires. Si vous n'aviez pas notre équipement militaire, cette guerre aurait été terminée en deux semaines.

Volodymyr Zelensky : (exaspéré) En trois jours. Je l'ai entendu de la bouche de Poutine. En trois jours. Peut-être moins. Bien sûr, oui...

Donald Trump : Ce sera très difficile de faire des affaires comme ça. Je vous le dis.

J. D. Vance : Allons plaider ces désaccords plutôt que d'essayer de nous battre dans les médias américains quand vous avez tort. Nous savons que vous avez tort.

Donald Trump : Mais vous voyez, je pense que c'est bien pour le peuple américain de voir ce qui se passe. Je pense que c'est très important. C'est pourquoi j'ai laissé faire pendant si longtemps. Vous devez être reconnaissant. Vous n'avez pas les cartes en main. Vous êtes enterrés là-bas. Des gens meurent. Vous manquez de soldats. Écoutez. Vous manquez de soldats. Ce serait une sacrée bonne chose. Alors, dites-nous : « Je ne veux pas de cessez-le-feu. » Voyons si vous pouvez nous obtenir un cessez-le-feu maintenant, pour que les balles cessent de voler et que vos hommes cessent de se faire tuer.

Volodymyr Zelensky : Bien sûr que nous voulons arrêter la guerre.

Donald Trump : Mais vous dites que vous ne voulez pas de cessez-le-feu ! Moi, je vous l'ai dit, je veux un cessez-le-feu.

Volodymyr Zelensky : Avec des garanties ! Parce que vous obtiendrez un cessez-le-feu plus rapidement qu'un accord. Demandez à mon peuple ce qu'il pense du cessez-le-feu.

Donald Trump : Ce n'était pas avec moi, c'était avec un type nommé Biden qui n'était pas une personne intelligente. C'était avec Obama.

Volodymyr Zelensky : C'est votre président.

Donald Trump : C'était avec Obama qui vous a donné des couvertures et moi je vous ai donné des missiles Javelins.

Volodymyr Zelensky : Oui.

Donald Trump : Je vous ai donné les Javelins pour éliminer tous ces chars. Obama vous a donné des couvertures. Vous devez être plus reconnaissant. Parce que laissez-moi vous dire que vous n'avez pas les cartes. Avec nous, vous avez les cartes. Mais sans nous, vous n'avez aucune carte. Ce sera une affaire difficile à conclure. Parce que les attitudes doivent changer.

Une journaliste : Et si la Russie rompt ce cessez-le-feu ?

Donald Trump : Et quoi encore ? Et si une bombe vous tombait sur la tête maintenant ? Ils l'ont rompu avec Biden parce qu'ils ne le respectaient pas. Ils ne respectaient pas Obama. Moi, ils me respectent. Je vais vous dire, Poutine a traversé un enfer avec moi. Il a traversé une fausse chasse aux sorcières où ils se sont servis de lui et de la Russie. Vous avez déjà entendu parler de cette affaire ? C'était une fausse arnaque de Hunter Biden avec Joe Biden, Hillary Clinton, le sournois Adam Schiff... une arnaque démocrate. Et il a dû subir ça. Et il l'a subi. Nous n'avons pas fini en guerre. Il a été accusé de toutes ces choses. Il n'avait rien à voir avec ça. Ça venait de la salle de bains de Hunter Biden. Ça venait de la chambre de Hunter Biden. C'était dégoûtant. Et puis ils ont dit, oh, oh, l'ordinateur portable de l'enfer a été fabriqué par la Russie, les 51 agents. Tout cela n'était qu'une arnaque. Et il a dû supporter ça. Il a été accusé de toutes ces choses... [Poutine] a peut-être rompu des accords avec Obama et Bush, et il les a peut-être rompus avec Biden, peut-être, peut-être pas, je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais il ne les a pas rompus avec moi. Il veut conclure un accord. Je ne sais pas s'il peut conclure un accord. Le problème, c'est que je vous ai donné les moyens d'être un dur à cuire. Et je ne pense pas que tu serais un dur à cuire sans les États-Unis. Et ton peuple est très courageux. Mais soit vous concluez un accord, soit nous partons. Et si nous partons, vous vous battez. Je pense que ça ne sera pas très joli, mais vous vous battez. Vous n'avez pas les cartes en main. Mais une fois que nous aurons signé cet accord, vous serez dans une bien meilleure position. Mais vous n'agissez pas du tout avec gratitude. Et ce n'est pas gentil. Je vais être honnête. Ce n'est pas gentil. Très bien. Je pense que nous en avons assez vu. Qu'en pensez-vous ? Ça va être un super moment de télévision, je vous le dis.

Ils l'ont viré comme un malpropre !

Zelensky quitte précipitamment la Maison-Blanche après une altercation avec Donald Trump- RT 28 févr. 2025

Volodymyr Zelensky a quitté la Maison-Blanche plus tôt que prévu après un échange très tendu avec Donald Trump. La conférence de presse conjointe a été annulée. Fox News rapporte que Trump aurait même demandé à Zelensky de quitter les lieux après cette altercation.

J-C – Une attaché de la Maison-Blanche l'a accompagné jusqu'à la sortie...

"Merci pour le soutien": après son échange tendu avec Trump, Zelensky remercie les États-Unis pour sa visite - BFMTV 1 mars 2025

"Merci l'Amérique, merci pour le soutien, merci pour cette visite. Merci au président, au Congrès et au peuple américain", a-t-il écrit sur X.

"L'Ukraine a besoin d'une paix juste et durable et nous travaillons là-dessus", a-t-il ajouté dans ce bref message.

Faites tomber les masques. Mélenchon l'impérialiste social-patriote porte-parole de l'UE et défenseur du nazi Zelensky.

L'Europe, "chassée de l'histoire à coups de pied par Trump" selon Mélenchon - AFP 1 mars 2025

"Trump est en train de dire à l'Europe: vous avez perdu la guerre (en Ukraine) et maintenant c'est moi qui ramasse la mise avec l'accord qu'il impose à monsieur Zelensky", a déclaré vendredi à l'AFP le chef de file de la gauche radicale française Jean-Luc Mélenchon depuis Mexico.

"M. Zelensky est traité comme ont été traités de très nombreux chefs d'Etat", a-t-il commenté.

Quand le Mexique cède face à Washington, le mystificateur Mélenchon appelle cela faire preuve de "coopération".

"Regardez ce que font les Mexicains, c'est plus intelligent que tout ce que nous sommes en train de faire en Europe", a-t-il ajouté au sujet des relations de la présidente de gauche nationaliste Claudia Sheinbaum avec Donald Trump. "C'est accepter une réalité et en même temps y mettre des limites".

"Coopération oui, subordination, non", répète Mme Sheinbaum, menacée par le président Trump de droits de douane de 25% sur les exportations mexicaines faute de résultats dans la lutte contre le trafic de drogue.

A quelques jours de l'échéance du 4 mars, le Mexique a annoncé jeudi la remise aux autorités américaines de 29 narcotrafiquants.

La Maison Blanche "négocie dans une position de force", s'est félicité jeudi soir dans un communiqué le département américain de la Justice.

J-C – Je rappelle ma position : Rupture avec l'UE et les Etats-Unis.

Ils pourront ajouter un autre trophée dont les Mexicains ne veulent pas.

César 2025 : Meilleur film, Meilleur réalisation... « Emilia Pérez » et Jacques Audiard triomphent - 20minutes.fr 28 février 2025

J-C - Le transgenrisme et les narcotrafiquants aux cœurs tendres ont trouvé leur sauveur en la personne d'Audiard, pas sûr ! En voilà un qui a un métré de retard ou qui n'est pas au courant de l'actualité politique internationale.

Audiard s'est apparemment trompé d'époque, ou décidément les réalisateurs sont déconnectés de la réalité, comme bon nombre d'acteurs, ils oublient que de nos jours tout se sait en temps réel, et que la moindre erreur ou le moindre faux pas saute aux yeux, et sera dénoncé immédiatement, il se paiera comptant.

D'une pierre deux coups, blanchiment d'un criminel narcotrafiquant mexicain dont l'idéal est de devenir transgenre et humaniste, à vomir.

Quand la propagande ou le populisme LGBT s'immisce dans le cinéma, le résultat est forcément médiocre. Si vous ajoutez les ingrédients chers aux banquiers qui ont financé ce film à hauteur de 21 millions d'euros, la mafia et la violence, vous aurez une représentation digne d'Hollywood qui fait office de ministère de la Culture aux Etats-Unis, le succès sera assuré.

Dire que ce film est de mauvais goût à bien des égards serait un euphémisme, puisque les Mexicains les plus attentifs ou exigeants ne s'y reconnaissent pas ou trouvent ce film déplacé et mauvais.

Quant à l'actrice principale, Karla Sofía Gascón, elle s'est fendue de tweets racistes qualifiant l'islam de "*foyer d'infection pour l'humanité*".

Jacques Audiard, réalisateur de la comédie musicale, a désavoué publiquement son actrice. Le cinéaste français a fait savoir qu'il n'avait pas parlé à sa comédienne depuis que ses tweets controversés ont été déterrés, et il "*n'a pas envie de le faire*" : "*Je ne vais pas la contacter parce que, pour le moment, elle a besoin de temps pour réfléchir et pour assumer la responsabilité de ses actes*", a-t-il déclaré auprès du média spécialisé Deadline, le 5 février 2025. Il a condamné des "*propos inexcusables*", "*absolument détestables et qui méritent d'être détestés*".

Netflix, distributeur du film aux Etats-Unis, a retiré la comédienne de toutes ses campagnes et images de promotion, rapportent les médias américains comme The Hollywood Reporter. Selon Variety, la plateforme de streaming refuse de couvrir les dépenses de l'actrice liées aux cérémonies de remise de prix, comme c'est traditionnellement le cas.

- Auprès de Deadline, le Mexicain Rodrigo Prieto, directeur de la photographie nommé aux Oscars l'an passé pour son travail sur *Killer of The Flower Moon* de Martin Scorsese déclare avoir trouvé le film « inauthentique » et résume ainsi l'impression de nombre de ses compatriotes. « *Cela me dérange vraiment. Surtout quand le sujet est si important pour nous, Mexicains, déplore-t-il. Pourquoi ne pas embaucher un décorateur mexicain, un costumier ou au moins quelques consultants ? [...] Vous ne verriez jamais sur une prison une pancarte indiquant "Cárcel", il serait écrit "Penitenciaría". Ce ne sont que des détails, mais cela me montre que personne au courant n'était impliqué.* »

Cité par la BBC, le critique de cinéma mexicain Gaby Meza reproche au film « *d'exploiter, à des fins de divertissement, la tragédie que vit le Mexique avec le trafic de drogue et les disparitions dans ce contexte de violence* ». Comme le rappelle le Guardian, le Mexique enregistre chaque année quelque 30.000 homicides et plus de 100.000 personnes y sont portées disparues. Emilia Pérez fait donc grincer des dents pour son manque de sensibilité et de tact.

Les Mexicains reprochent beaucoup de choses au film et ont trouvé une multitude de détails qui ne reflètent pas leur réalité et leur pays, et ce depuis la première scène : « *Personne n'utilise un ordinateur portable dans les marchés nocturnes, comme le fait Zoe Saldana, ni n'imprime de documents dans un marché ambulancier* », écrit la journaliste Sofia Otero dans la revue féministe Volcanicas, qui a noté de nombreuses erreurs, comme le diplôme de l'avocate issu d'une université qui n'existe pas au Mexique ou la représentation du système judiciaire mexicain, qui est copiée d'un tribunal américain.

« *Le camion qui recycle les métaux ne passe jamais la nuit* », ajoute la critique de cinéma Gaby Meza, pour qui le manque de conseillers mexicains explique ces maladresses. 20minutes.fr 11 janvier 2025

- « *Emilia Pérez est tout ce qu'il y a de mal dans un film : stéréotypes, ignorance, manque de respect, exploitation d'une des crises humanitaires les plus graves au monde (les disparitions massives au Mexique). Blessant. Frivole* », a résumé sur X Cecilia Gonzalez, qui se présente comme journaliste mexicaine en Argentine (47 000 abonnés).

Emilia Pérez est « *l'un des films les plus grossiers et les plus trompeurs du XXIe siècle* », a enfoncé le clou l'écrivain Jorge Volpi dans El País.

« *Le film trivialisait le problème des disparus au Mexique* », s'insurge Artemisa Belmonte, auteure d'une pétition sur change.org pour s'opposer à sa sortie en salle (11 000 signatures depuis le 9 janvier).

Le critique mexicain Gaby Meza déplore auprès de la BBC que la comédie musicale "*exploite à des fins de divertissement la tragédie que vit le Mexique avec le trafic de drogue et les disparitions dans ce contexte de violence*". Le long-métrage a effectivement été tourné en région parisienne et sans que presque personne dans l'équipe ou presque ne soit d'origine mexicaine.

https://www.senscritique.com/film/emilia_perez/critique/309404931

- En résumé, je n'ai pas détesté même si je suis très critique à l'égard du film, mais je le trouve, comme souvent chez Audiard, assez balourd et prétentieux, sauvé par ses interprètes et l'indéniable savoir faire de sa mise en scène.

C'est peut-être un bon film (je le trouve assez médiocre), mais ce n'est certainement pas une bonne comédie musicale : on en sort en ayant déjà oublié tous les morceaux, et à titre personnel je n'ai pas spécialement envie d'en réécouter la musique...parce que je n'ai pas trouvé ça très musical ou agréable. En revanche, cela confère au film un côté hybride, une certaine monstruosité qui est intéressante à étudier et à dissenter mais qui ne le rend pas meilleur pour autant en termes de divertissement.

Sources :

<https://www.nytimes.com/2025/02/28/world/americas/emilia-perez-mexico-oscar.html>

<https://indianexpress.com/article/entertainment/movie-review/emilia-perez-movie-review-incredulous-storyline-mediocre-melodies-drag-this-film-down-9860734/>

https://www.lemonde.fr/culture/article/2025/01/27/emilia-perez-dechaine-les-critiques-au-mexique_6518669_3246.html

<https://www.lapresse.ca/cinema/2025-01-23/emilia-perez-repudie-au-mexique-son-pays-d-inspiration.php>

<https://www.linternaute.com/cinema/tous-les-films/5301530-emilia-perez-une-course-aux-recompenses-stoppee-par-plusieurs-controverses/>

Etats-Unis.

Suivez la piste de l'argent. Nous allons défendre l'économie de "marchés libres". C'est leur vocation !

Le propriétaire du "Washington Post", Jeff Bezos, annonce limiter les tribunes du journal à certaines opinions - franceinfo/AFP 26 février 2026

Le propriétaire du Washington Post, Jeff Bezos, a annoncé que les pages opinion du journal se concentreraient sur la défense des "libertés personnelles" et de l'économie de "marchés libres". "Nous allons écrire tous les jours en soutien et pour la défense de [ces] deux piliers", donc contre les régulations économiques, a écrit le fondateur d'Amazon mercredi 26 février, dans une note aux équipes du journal. "Nous couvrirons d'autres sujets bien sûr, mais les points de vue s'opposant à ces piliers seront publiés par d'autres" que le Washington Post, a-t-il ajouté.

Selon lui, les points de vue qu'il défend "sont mal desservis dans le marché actuel des idées et des opinions d'actualité". Il dit, dans sa note partagée sur son compte X, avoir hâte de "remplir ce vide ensemble" avec les équipes du journal. La décision a provoqué le départ du responsable des pages opinion du "WaPo", David Shipley, Jeff Bezos annonçant que le quotidien se mettait à la recherche d'un nouveau responsable.

Avant l'élection présidentielle de novembre, Jeff Bezos avait notamment empêché le Washington Post d'appeler à voter pour Kamala Harris, alors que les recommandations de vote par les comités de rédaction sont une tradition aux Etats-Unis. L'homme d'affaires, qui lors du premier mandat de Donald Trump s'était opposé à lui sur des contrats de défense, a opéré un rapprochement marqué avec le républicain ces derniers mois, et était notamment présent parmi les premiers rangs à son investiture le 20 janvier. Elon Musk, allié du président républicain, a salué la décision du patron du Washington Post. "Bravo Jeff Bezos !", a écrit le multimilliardaire sur sa plateforme X.

Droits de douane : Donald Trump annonce que les produits européens seront "prochainement" taxés à 25% - francetvinfo.fr 26 février 2025

Le président américain Donald Trump a annoncé mercredi 26 février, que les produits européens feraient l'objet de 25% de droits de douane. "Nous avons pris la décision, et nous l'annoncerons prochainement", a assuré le président américain à l'occasion de la première réunion de son cabinet à la Maison Blanche. Il s'agit du niveau auquel les produits canadiens et mexicains devraient également être taxés à partir de début avril.

Interrogé sur le sujet, Donald Trump a également déclaré que l'Union européenne avait "été conçue pour entuber les Etats-Unis". Le président américain a décrit l'intégration européenne, un projet encouragé depuis des décennies par Washington, comme étant enraciné dans une tentative de contrer les Etats-Unis.

Pour le président américain, les pays européens pourraient être tentés par des mesures de représailles, tout en estimant qu'"ils ne le feront pas". "Les effets ne seront jamais les mêmes, parce que nous pouvons partir. Nous sommes la corne d'abondance, ce que tout le monde veut", a-t-il ajouté. "Il suffit que nous n'achetions plus rien, et si c'est ce qui se produit, nous gagnerons", a-t-il insisté. francetvinfo.fr 26 février 2025

États-Unis : un tiers des effectifs du Doge d'Elon Musk démissionne - 6Medias 26 février 2025

Ils ont décidé de claquer la porte. Aux États-Unis, une vingtaine de fonctionnaires intégrés aux effectifs pilotés par Elon Musk et missionnés pour sabrer dans les dépenses publiques et l'administration fédérale, ont présenté, mardi 25 février, leur démission commune dans une lettre adressée à la Maison-Blanche. *"Nous n'utiliserons pas nos compétences de technologues pour compromettre les principaux systèmes gouvernementaux, mettre en péril les données essentielles des Américains ou démanteler des services publics essentiels"*, ont ainsi écrit ceux qui indiquent dans le même temps avoir *"juré de servir le peuple américain et de respecter notre serment à la Constitution à travers les administrations présidentielles"*.

Leur départ groupé entraîne ainsi une réduction de près d'un tiers des effectifs du personnel du Doge (Department of Government Efficiency), la fameuse commission gouvernementale aujourd'hui supervisée par le milliardaire et bras droit du président Donald Trump. 6Medias 26 février 2025

Financements controversés : entre tapis et cornichons, comment l'USAID a dépensé l'argent des contribuables américains en Ukraine 27 févr. 2025

Selon une enquête publiée par The Federalist le 26 février, l'USAID a, par exemple, versé 2 millions de dollars à un fabricant de tapis en Ukraine. Parmi les autres financements, une application de suivi des animaux de compagnie et un fabricant de colliers pour chiens ont reçu 300 000 dollars chacun. Un producteur d'emballages d'aliments pour animaux de compagnie a, quant à lui, bénéficié de 109 000 dollars.

Le secteur de l'artisanat et de la mode a également profité de ces fonds : 733 000 dollars ont été répartis entre une marque de mariage de luxe, un fournisseur de tricots contemporains, un photographe de mode et une maison de couture. Deux maisons de meubles ont obtenu 114 000 et 91 000 dollars respectivement.

Dans le domaine alimentaire, un fabricant de cornichons a reçu 148 000 dollars, tandis que 255 000 dollars ont été alloués à un producteur de thé et de café biologiques. Un vignoble a obtenu 89 000 dollars, un fabricant d'assaisonnements 94 000 dollars, et une entreprise spécialisée dans les biscuits et confiseries a touché 678 000 dollars.

Ces révélations proviennent d'une enquête approfondie menée tout au long de l'année 2024 par l'équipe de la sénatrice républicaine Joni Ernst. Après avoir réclamé à plusieurs reprises des informations à l'USAID, Ernst a obtenu seulement un accès limité à des documents non classifiés lors d'un examen organisé à huis clos, en octobre 2024, au siège de l'agence.

Durant cet examen, son équipe a identifié un certain nombre de dépenses controversées, financées par l'argent des contribuables américains et dissimulées sous l'apparence de programmes visant à renforcer l'économie ukrainienne.

La sénatrice a dénoncé avec fermeté les tentatives répétées de l'agence pour bloquer ou retarder ses demandes d'information, accusant même l'USAID d'avoir proféré des menaces lorsqu'elle insistait pour obtenir davantage de transparence. «*L'USAID est devenue un voyou*», a-t-elle déclaré à The Federalist, critiquant sévèrement le manque de transparence de l'agence et sa volonté délibérée de cacher la manière exacte dont étaient utilisés les fonds publics américains.

J-C - Alors imaginez combien de milliards sont allés à des organisations mafieuses ou criminelles liés à des officines nazies... Et cela partout dans le monde.

Russie.

Guerre en Ukraine : La Russie ne lâchera rien - 20minutes.fr 27 févr. 2025

Les demandes russes pour mettre un terme à l'offensive restent inchangées : l'Ukraine doit céder quatre régions partiellement occupées de l'est et du sud, en plus de la Crimée annexée en 2014, et renoncer à entrer dans l'Otan. «*Les territoires qui sont devenus des sujets de la Fédération de Russie [...] font partie intégrante de notre pays. C'est absolument incontestable et non négociable*», a insisté jeudi le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov. 20minutes.fr 27 févr. 2025

Il a également exclu la possibilité d'un déploiement de troupes européennes en Ukraine, déclarant que le président français Emmanuel Macron avait mal interprété les remarques du président américain Donald Trump. Ce dernier avait suggéré qu'un tel déploiement pourrait être possible avec l'accord de toutes les parties, mais la Russie n'avait jamais été consultée. aa.com 26 févr. 2025

Situation sociale et politique en France.

Bayrou a commis l'erreur d'annoncer la couleur ou il a ignoré l'art et la manière de compromettre ses partenaires ou alliés.

Au conclave sur les retraites, Force ouvrière claque la porte des négociations juste après qu'elles débutent - Le HuffPost 27 février 2025

Force ouvrière a décidé de quitter la table des concertations sur les retraites ce jeudi 27 février, une quinzaine de minutes seulement après le début de la réunion entre partenaires sociaux. Le syndicat refuse de participer à une «*mascarade*» selon les mots de son négociateur.

«*Pour nous c'est terminé. Nous ne participerons pas à cette mascarade où on veut nous faire dire qu'effectivement la seule solution, c'est d'allonger la durée de travail pour les salariés dans ce pays*», a fustigé le cadre de FO Michel Beaugas, en sortant des locaux des services du Premier ministre où se tenait ce rendez-vous.

«*Ni le format, ni le périmètre, ni la méthode (de ces concertations) ne nous conviennent*» et la lettre envoyée mercredi soir aux partenaires sociaux par le Premier ministre François Bayrou pour cadrer les débats «*a fini par nous convaincre de ne pas venir*», a poursuivi le syndicaliste, cité par l'AFP.

De fait, le discours de François Bayrou a sensiblement évolué. Mi-janvier, en annonçant cette concertation à venir, le Premier ministre avait initialement demandé aux partenaires sociaux d'améliorer la réforme, « *sans dégrader l'équilibre financier* » du système. Dans sa lettre envoyée mercredi soir, il fixe les objectifs à atteindre et réclame désormais aux organisations syndicales et patronales de rétablir l'équilibre financier du système de retraites à horizon 2030.

Un « *cadrage* » qui concentre aujourd'hui toutes les critiques. C'est « *un vrai carcan* » qui « *réduit le champ des possibles* », a ainsi dénoncé Michel Beaugas ce jeudi. Il évoque une « *instrumentalisation* » des partenaires sociaux, pour leur « *faire porter le chapeau d'un allongement de la durée et de cotisation et d'un recul de l'âge de départ à la retraite* ». Ceci, à l'heure où l'ensemble des syndicats conviés réclament une abrogation de la réforme des retraites de 2023 et de sa mesure phare, le décalage de l'âge de départ de 62 à 64 ans.

FO n'est pas seul à critiquer la tournure des événements. Dans la matinée de ce jeudi, Thomas Vacheron, cadre de la CGT, a dénoncé sur BFMTV le peu de « *considération* » de François Bayrou pour les partenaires sociaux, après sa décision de « *changer les règles du jeu* » à la dernière minute.

J-C - Vacheron aurait mieux fait d'aller au Salon de l'agriculture, car depuis le début il savait où voulait en venir Bayrou. Le Premier ministre a juste eu le tort de l'annoncer, donc de dévoiler le rôle inavouable des dirigeants pourris des syndicats qui participaient à cette mascarade, ce qui était du plus mauvais effet ou leur serait reproché par leurs troupes ou leurs adversaires. Juste après LFI crache le morceau. - J-C)

Le HuffPost - Le Premier ministre « *impose que, si les partenaires sociaux trouvent un accord (...), alors cet accord doit garantir l'équilibre financier du système de retraite en 2030. Or, la Cour des comptes vient de publier un rapport disant que même en prenant en compte le décalage à 64 ans, le régime des retraites sera en déficit de 7 milliards en 2030* », souligne le député LFI de Haute-Vienne Damien Maudet sur X. Et de conclure, entre autres : « *Bayrou impose donc aux syndicats... De durcir encore la réforme.* » Le HuffPost 27 février 2025

J-C - A quoi ont-ils participé dans le passé jusqu'à présent, devinez ? A rien d'autres, chut !

Coups d'Etat de l'UE.

Bosnie: Dodik condamné, Belgrade parle de la "plus grande crise" - AFP 26 février 2025

Le chef politique des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, a été condamné mercredi à un an de prison et à l'interdiction d'exercer ses fonctions pendant six ans, pour avoir refusé de tenir compte des décisions du haut représentant international chargé de superviser l'accord de paix dans ce pays divisé des Balkans.

"*Le tribunal a condamné l'accusé Milorad Dodik à un an d'emprisonnement, ainsi qu'à une mesure de sécurité consistant à lui interdire d'exercer les fonctions de président de la Republika Srpska pendant six ans*", a indiqué la Cour de Bosnie-Herzégovine, à Sarajevo, dans un communiqué.

Milorad Dodik, qui a le droit de faire appel, dirige la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie) depuis 2006. Il est accusé depuis des années de bafouer ouvertement l'accord de paix de Dayton

(Etats-Unis), alors que lui-même affirme le "*défendre*" face aux "*interventions*" des hauts représentants.

"Milorad Dodik est coupable d'infraction de non-exécution des décisions du haut représentant", a déclaré la juge Sena Uzunovic lors de la lecture du verdict.

L'accusé, âgé de 65 ans, n'a pas assisté à la séance au tribunal. Il a dénoncé la décision du tribunal lors d'un rassemblement à Banja Luka (nord), chef-lieu de la RS.

"Il faut en sourire, je suis condamné à un an de prison pour leurs conneries", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de personnes.

"Je ne suis coupable de rien. (...) Je sais ce que je vais faire et j'ai besoin du soutien du peuple. J'irai jusqu'au bout", a-t-il ajouté, adressant un geste obscène au haut représentant Christian Schmidt.

Réuni dans la soirée, le Parlement de la RS a répondu au verdict par l'adoption d'une série de conclusions dénonçant "*un coup d'Etat*" et en appellent le gouvernement à préparer la législation pour interdire à la justice et à la police centrales d'exercer sur le territoire de l'entité serbe.

Parallèlement, le président de la Serbie Aleksandar Vucic a convoqué à Belgrade le conseil de sécurité nationale pour discuter du verdict, et s'est ensuite rendu à Banja Luka pour rencontrer M. Dodik, "*exprimer le soutien à notre peuple*" et pour "*calmer les tensions*".

Ce proche de Dodik a dénoncé un "*verdict honteux*" qui " *vise à détruire la Republika Srpska*".

Depuis Budapest, un autre proche de M. Dodik, le Premier ministre hongrois Viktor Orban a dénoncé sur X "*la chasse aux sorcières politique*".

M. Dodik était accusé d'avoir promulgué en juillet 2023 deux lois adoptées par le Parlement de la RS. Les textes interdisaient l'entrée en vigueur dans l'entité serbe des arrêts de la Cour constitutionnelle bosnienne et les décisions du Haut représentant.

Il les avait validées malgré leur suspension par M. Schmidt, qui est doté de pouvoirs discrétionnaires lui permettant d'imposer des lois ou de destituer des élus.

Frappé depuis 2017 par des sanctions américaines à cause de sa politique séparatiste, le patron de la RS dénonçait depuis le début un "*procès politique*" mené, selon lui, avec l'intention de l'"*éliminer de l'arène politique*".

"Votre verdict va déterminer l'avenir de la Bosnie", avait-il déclaré à la juge lors de la clôture du procès.

Il conteste la légitimité de M. Schmidt depuis sa prise de fonctions en Bosnie en 2021, car sa nomination par le Conseil de mise en œuvre de la paix (PIC) en Bosnie n'a pas été validée par le Conseil de sécurité de l'ONU, comme celles de ses prédécesseurs.

M. Dodik affirmait en procès que cet ancien ministre allemand n'avait pas le droit d'intervenir dans la législation locale.

Or, c'est justement une modification du code pénal, imposée par M. Schmidt en 2023 -- pour y introduire le délit de non-respect des décisions du haut représentant -- qui avait permis au parquet d'inculper le dirigeant politique.

Ces derniers jours, M. Dodik a menacé d'annuler unilatéralement, en cas de condamnation, les réformes adoptées pendant des années pour renforcer l'Etat central. Puis dans une "deuxième phase" de proposer à la Serbie de bâtir une "*confédération*" avec l'entité serbe de Bosnie.

"*La Bosnie-Herzégovine n'est pas négociable*", avait pour sa part déclaré mardi M. Schmidt, en assurant que "*la communauté internationale reste vigilante*".

Roumanie : inculpation du candidat d'extrême droite Calin Georgescu - AFP 26 février 2025

Soupçonné d'avoir bénéficié d'une ingérence russe pendant l'élection présidentielle roumaine en novembre, finalement annulée, le candidat d'extrême droite arrivé en tête du premier tour Calin Georgescu a été inculqué mercredi et placé sous contrôle judiciaire.

"*Le procureur a ordonné l'ouverture de poursuites pénales*" à son encontre au titre de fausses déclarations sur le financement de sa campagne et sur son patrimoine, ainsi que pour de multiples autres chefs, a annoncé le parquet.

Selon le communiqué du parquet, il doit désormais faire face à toute une liste d'accusations. Parmi celles-ci figurent l'incitation à des actions anticonstitutionnelles, la communication de fausses informations, l'organisation d'un groupe raciste et l'apologie de crimes de guerre.

Autant d'"*inventions*", selon Calin Georgescu, 62 ans, qui visent à "*justifier le vol des élections*" et à l'empêcher de se présenter à nouveau au scrutin, prévu pour avoir lieu en mai prochain.

A sa sortie dans la soirée, il a fustigé un "*système corrompu à l'agonie*", dont "*l'initiative désespérée*" de l'inculper a été décidée "*avec Bruxelles*". Il a dit compter sur le soutien des États-Unis.

Le milliardaire américain Elon Musk a écrit sur X que "*la personne*" qui avait "*recueilli le plus de voix à l'élection*" venait d'être "*arrêtée*". "*C'est n'importe quoi*", a-t-il tranché. Il avait déjà à plusieurs reprises pris position pour Calin Georgescu ces dernières semaines.

L'inculpation a fait aussi dire au Premier ministre social-démocrate roumain Marcel Ciolacu sur X que dans l'actuel contexte électoral, la justice a "*le devoir de présenter au public des preuves extrêmement solides*", un "*candidat potentiel*" étant "*impliqué*".

Dans le camp de M. Georgescu, l'autre figure nationale de l'extrême droite roumaine, George Simion, réclame des Roumains qu'ils ne "*restent pas les bras croisés*" devant ce "*coup d'État*" et affluent devant les locaux du parquet.

Jusqu'alors peu connu, Calin Georgescu était arrivé en tête du premier tour à l'élection présidentielle du 24 novembre. Fait rare dans l'Union européenne (UE), la Cour constitutionnelle avait annulé ce scrutin à la suite d'allégations d'ingérence russe.

Il est soupçonné d'avoir bénéficié d'une campagne de soutien illicite sur la plateforme TikTok. La Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête.

En janvier, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait refusé de suspendre l'annulation du scrutin après sa requête.

Palestine occupée.

- Dans un discours prononcé le 23 février devant des cadets militaires israéliens, Benjamin Netanyahu a déclaré que les forces israéliennes ne quitteraient pas la partie du territoire syrien dont elles se sont emparées depuis la chute d'Assad en décembre dernier, ce qui constituerait un changement dans la stratégie israélienne. RT 26 févr. 2025

L'Égypte refuse d'administrer la bande de Gaza moyennant une aide financière - RT 27 févr. 2025

L'Égypte a catégoriquement refusé la proposition émise par le chef de l'opposition israélienne, prônant la prise en charge de la bande de Gaza par le Caire, en contrepartie de l'annulation de sa dette extérieure. Les autorités égyptiennes s'activent pour proposer une alternative au plan de Trump.

«Toute proposition ou idée qui contourne les constantes de la position égyptienne et arabe sur le retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés et la création d'un État palestinien indépendant, est rejetée et inacceptable, car ce sont des demi-solutions qui contribuent à renouveler les cycles de conflit», a insisté la diplomatie égyptienne. RT 27 févr. 2025

Liban.

L'armée israélienne occupera «indéfiniment» ses positions au Liban - RT 28 févr. 2025

Le ministre israélien de la Défense, Israël Katz, a déclaré le 27 février que Tel-Aviv prévoyait de maintenir ses forces d'occupation dans le sud du Liban et en Syrie «indéfiniment».

«Il y a une zone tampon [à la frontière avec le Liban]. Ce n'était pas facile, mais j'ai tenu bon et nous avons reçu le feu vert des États-Unis. Nous leur avons donné une carte et nous restons indéfiniment. Cela dépend de la situation et non du temps», a déclaré le ministre de la Défense lors d'une conférence de presse.

Afrique.

L'Afrique prise au piège de la dette - RT 26 févr. 2025

Dans cet épisode de L’Afrique de Lumumba, le professeur P.L.O. Lumumba se penche sur l’un des problèmes les plus urgents auxquels soit confronté aujourd’hui le continent : le fardeau écrasant de la dette. Il vous invite à découvrir les causes profondes de cette crise en Afrique et ses conséquences. Alors que les pays africains s’efforcent de parvenir au développement et à l’autosuffisance, nombre d’entre eux se retrouvent piégés dans un cercle vicieux d’emprunts. Forcés de rembourser, ils sombrent dans la dépendance économique. RT 26 févr. 2025

Il explique aussi comment l’Afrique peut s’en sortir.

<https://francais.rt.com/magazines/afrique-lumumba/117291-afrique-lumumba-afrique-prise-piege>